

Santé publique : comment l'UE mène la lutte contre les épidémies et les addictions

● Mis à jour le 03.04.2026

Mis à jour par Florian Chaaban

Si chaque État membre garde la main sur sa politique sanitaire, l'Union européenne soutient l'effort de recherche et de prévention dans le domaine. Un appui renforcé depuis la crise du Covid-19.



Alors que les maladies non transmissibles sont responsables de 80 % de la charge de morbidité dans les États membres, l'UE encourage les actions de prévention et promeut une bonne alimentation - Crédits : Natalya Stepina / iStock

L'Union européenne ne possède qu'une compétence d'appui en matière de santé publique, ce qui signifie qu'elle intervient en complément des actions menées par les États membres. Toutefois, son engagement s'est intensifié ces dernières années, notamment avec la pandémie de Covid-19 qui a durement touché le continent. L'exemple le plus marquant de cet investissement est l'augmentation significative du budget dédié à la santé : alors qu'il s'élevait à 449,4 millions d'euros pour la période 2014-2020, il a été réévalué à **4,4 milliards d'euros** dans le cadre du programme **EU4Health** pour **2021-2027**.

La lutte contre les épidémies et les crises sanitaires

Dans ce cadre, l'[UE](#) participe à la lutte contre les épidémies et les grandes maladies. La crise du Covid-19, qui a causé près de **2,28 millions de décès** chez les Vingt-Sept selon les [chiffres](#) de l'Organisation mondiale de la santé, a révélé la nécessité de renforcer la coopération entre les États membres et de garantir un accès équitable au matériel médical.

Pour faire face à cette crise, la [Commission européenne](#) a mis en place des mesures économiques et sanitaires, visant à harmoniser les stratégies de lutte contre la pandémie. Elle a soutenu la reconnaissance de tests et vaccins au niveau européen et encouragé la production de ceux-ci sur le territoire de l'Union.

Avec son programme **EU4Health**, la Commission européenne vise à améliorer la santé publique dans l'UE, à renforcer la résilience des systèmes de santé, et répondre aux menaces sanitaires transfrontalières. Ses priorités incluent la prévention des maladies, la lutte contre le cancer, la digitalisation des systèmes de santé et l'accès aux médicaments, en particulier ceux [à caractère critique](#).

L'UE a par ailleurs mis en place un corps médical destiné à réagir plus rapidement aux situations d'urgence. Elle s'appuie également sur le [mécanisme de protection civile](#) (MPCU) et sa réserve [RescEU](#) pour fournir des ressources humaines et matérielles aux États membres en difficulté. Introduit en 2019, RescEU s'est développé pour inclure une réserve stratégique permettant de mobiliser rapidement du matériel médical et des capacités de décontamination en cas d'urgence, ainsi que des avions de lutte contre les incendies.

Ce système a démontré son efficacité, notamment lors de **crises majeures** comme en Ukraine, où il a permis la livraison de matériel et d'abris d'urgence. De plus, le MPCU continue de coordonner l'entraide entre les 37 pays participants (les 27 États de l'UE et 10 pays tiers), renforçant ainsi la coopération européenne face aux catastrophes naturelles et humaines.

[À LIRE AUSSI](#) | [\[Cartes\] Cinq ans du Covid-19 : quel bilan en Europe ?](#)

La lutte contre les maladies non transmissibles

L'Union européenne agit activement contre [le cancer](#), qui constitue la deuxième cause de mortalité sur le continent, avec près de **1,2 million de décès en moyenne chaque année**. En 2023, cette maladie était responsable d'environ un quart des décès enregistrés dans les 27 États membres.

Depuis **1987**, un ["Code européen contre le cancer"](#) est régulièrement actualisé afin d'informer les citoyens sur les préventions possibles. L'UE soutient également des campagnes de dépistage, des études scientifiques et des programmes technologiques pour améliorer les traitements.

À l'occasion de la **Journée mondiale contre le cancer**, le 4 février 2026, la Commission européenne a dévoilé une version actualisée du Code européen contre le cancer. Ce document révisé propose des recommandations concrètes pour contribuer à la prévention de la maladie. Il est l'aboutissement de quatre années de travaux menés par plus de 60 experts européens en santé publique, sur la base de données scientifiques consolidées et adaptées aux réalités démographiques et aux systèmes de santé de l'Union européenne.

Cette nouvelle version met l'accent sur les comportements individuels et les politiques de santé publique susceptibles de réduire le risque de cancer. Elle aborde notamment la vaccination, le dépistage, l'allaitement maternel, la consommation d'alcool, les aliments ultra-transformés et la pollution de l'air. Le Code a été élaboré par le Centre international de recherche sur le cancer pour le compte de la Commission européenne.

De plus, l'Europe agit contre les maladies non transmissibles (MNT) telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète, les maladies respiratoires chroniques, les troubles mentaux et neurologiques, responsables de **80 % de la charge de morbidité dans les pays de l'UE**. Ces maladies constituent les principales causes de décès prématurés évitables, rappelle la Commission européenne.

Face à ce constat, l'UE agit également contre les principaux facteurs de risque : tabagisme, abus d'alcool, mauvaise alimentation et manque d'exercice physique. "Toute la région [européenne] doit s'attaquer aux causes profondes des maladies chroniques, qu'il s'agisse de la consommation de tabac et d'alcool, du manque d'accès à des aliments sains et nutritifs ou de la pollution de l'air", observe le docteur Kluge dans un rapport de l'OMS sur la santé dans le Vieux Continent, paru le 25 février 2025. "La crise climatique ne fait qu'aggraver la situation en augmentant la charge de morbidité dans tous les domaines", ajoute le spécialiste.

À LIRE AUSSI | [Le fonctionnement de l'Europe de la santé](#)

Alcool, tabac, alimentation... la promotion de la santé en Europe

Alcool

Selon l'OMS, c'est dans l'Union européenne que l'on enregistre la consommation d'alcool la plus élevée au monde, avec une moyenne de **8,8 litres d'alcool pur par adulte et par an**. Pour favoriser la coopération entre les États membres et échanger les bonnes pratiques, l'UE a mis en place des comités et des forums qui réunissent régulièrement les différents acteurs de la lutte contre l'alcoolisme.

En parallèle, elle réglemente l'étiquetage et la publicité autour de l'alcool, tout en finançant des campagnes de prévention. Des projets nationaux de réduction de la consommation excessive sont aussi soutenus. Enfin, l'Union surveille l'évolution du problème grâce à la collecte de données et au financement de recherches sur les impacts de l'alcool.

Tabac

Le tabagisme constitue la première cause de mortalité évitable dans l'Union européenne : il tue 700 000 personnes chaque année. Les mesures prises au fil des années pour réduire la part de fumeurs - comme l'augmentation du prix du paquet dans certains pays - semblent avoir eu un impact puisque celle-ci est passée de 40 % dans l'UE en 2002 (15 États) à 26 % aujourd'hui (UE 27).

Pour lutter contre ce fléau, les produits du tabac sont réglementés au niveau de leur fabrication, présentation et vente. Des mesures fiscales et de lutte contre le commerce illicite ont aussi été adoptées. En outre, la création d'espaces non-fumeurs a été renforcée. En **décembre 2024**, l'UE a adopté une recommandation visant à étendre les interdictions de fumer à des lieux extérieurs et à inclure les nouveaux produits du tabac comme le tabac chauffé et les produits du vapotage.

Plus largement, le plan européen de lutte contre le cancer vise à réduire la proportion de fumeurs à **moins de 5 % de la population européenne d'ici 2040**. Ces actions visent à protéger les citoyens des effets nocifs du tabac et à aider les fumeurs à arrêter, en mettant l'accent sur la prévention chez les jeunes. Aujourd'hui, 1 adolescent sur 10 (âgé de 13 à 15 ans) utilise un produit du tabac. Enfin, l'UE collabore également avec des partenaires internationaux dans le cadre de la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT).

Newsletter Société

Questions sociétales, égalité femme-homme, culture, santé... Recevez tous nos articles sur les sociétés européennes.



Drogues

"La drogue est un phénomène social et sanitaire complexe qui touche des millions de personnes dans l'UE", [alerte](#) le Conseil. Au cours des deux dernières décennies, l'Union européenne et ses États membres ont élaboré ensemble une approche commune afin de lutter contre les incidences du trafic et de la consommation de drogue sur la sécurité et la santé. En 2023, **26 nouvelles drogues** ont été [signalées](#) pour la première fois sur le Vieux Continent, portant le nombre total des substances psychoactives surveillées par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA) à plus de **950**.

En Europe, la consommation de drogues continue aujourd'hui de toucher des millions de personnes, dans un marché toujours plus diversifié et difficile à contrôler. **90 millions de personnes âgées de 15 et 64 ans** ont déjà consommé du cannabis, 17,2 millions de la cocaïne et 14,1 millions de l'ecstasy (MDMA).

Pour répondre à ce danger, l'UE [coordonne ses efforts avec les États membres](#) et travaille en étroite collaboration avec des agences spécialisées comme l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA) et [Europol](#). Elle met également l'accent sur le traitement, la réadaptation et la réinsertion sociale des consommateurs de drogue, tout en s'efforçant de réduire les risques et les dommages associés à la consommation de ces substances.

La nouvelle stratégie anti-drogue européenne et le plan d'action

Intégrées à la stratégie européenne de la sécurité intérieure "ProtectEU", les mesures de la **nouvelle stratégie anti-drogue européenne** publiée en décembre 2025 définissent une réponse globale de l'UE aux défis sécuritaires, sanitaires, sociaux et environnementaux liés au trafic et à la consommation de drogues illicites.

La Commission souhaite instaurer un mécanisme d'alerte rapide, opéré par l'EUDA, ainsi que renforcer les actions de prévention afin de protéger la santé publique et d'éviter que les jeunes ne soient recrutés par les réseaux criminels. Elle prévoit également de renforcer la lutte contre le crime organisé et de développer des partenariats public-privé pour améliorer la sécurité des ports.

L'[exécutif européen](#) propose en outre d'intensifier la coopération entre les autorités policières, judiciaires et douanières, et de mieux repérer les nouvelles substances synthétiques grâce à la création d'une base de données européenne dédiée.

À LIRE AUSSI | [\[Comparatif\] La consommation de drogues en Europe](#)

Alimentation et activité physique

L'UE soutient des projets visant à promouvoir une alimentation équilibrée, par le biais notamment de sa stratégie "[de la ferme à la table](#)", bien que celle-ci présente un bilan contestable depuis son adoption en octobre 2021.

En complément, l'[Autorité européenne de sécurité des aliments](#) (EFSA) fournit des avis scientifiques pour guider les politiques nutritionnelles. Les efforts de l'UE ont conduit à une [amélioration notable](#) de la mise en œuvre des politiques relatives à l'activité physique, passant de **64,7 % en 2015** à **81,8 % en 2024** selon l'OMS. Ces initiatives visent à prévenir les maladies non transmissibles, avec des estimations suggérant qu'atteindre les niveaux d'activité physique recommandés pourrait éviter **11,5 millions** de nouveaux cas de ces maladies d'ici 2050 et économiser environ **8 milliards d'euros** par an en dépenses de santé.

Plus largement, la Commission européenne préconise une [approche intégrée](#), associant les parties prenantes au niveau local, régional, national et européen. Des initiatives associées portent ainsi sur l'étiquetage des produits alimentaires (tableaux nutritionnels et caloriques, origine des produits, etc.), la promotion du sport ou encore la distribution de fruits et légumes dans les écoles...

C'est dans ce contexte que l'exécutif européen a proposé en décembre 2025 son "[plan pour un cœur en bonne santé](#)". Il s'agit de la toute première approche de l'UE en matière de lutte contre les maladies cardiovasculaires - première cause de mortalité en Europe - dans le cadre de l'Union européenne de la santé. Outre un programme de prévention tout au long de la vie, personnalisée et numérique, ce plan entend également donner aux consommateurs les moyens d'agir grâce à des informations sur la transformation des denrées alimentaires dans l'UE.

L'action de l'UE dans le domaine de la santé publique ne se limite pas à ces seuls enjeux. Le sujet de la **santé mentale**, qui compte désormais parmi les principaux motifs de demande de congé maladie, de retraite anticipée ou de pension d'invalidité est aussi concerné, tout comme la problématique liée à l'**encadrement des substances toxiques** comme les pesticides ou les perturbateurs endocriniens.

À LIRE AUSSI | [La santé mentale en Europe, un défi silencieux devenu priorité politique](#)

Les politiques de santé transfrontalières

Alors qu'elle est chargée d'encourager la coopération entre les États membres, l'UE dirige une partie de ses efforts vers les régions frontalières. Une [directive](#) européenne relative aux droits des patients en matière de soins transfrontaliers est ainsi entrée en vigueur en 2011. Grâce à elle, les citoyens de l'Union européenne bénéficient de droits renforcés pour accéder à des soins médicaux dans un autre pays membre.

Cette directive établit des règles claires concernant le remboursement des soins transfrontaliers, tout en encourageant la coopération entre États membres. Elle a été enrichie par des initiatives récentes, comme le règlement sur l'évaluation des technologies de la santé et le [règlement sur l'Espace Européen des Données de Santé \(EHDS\)](#), qui facilitent l'accès à des traitements innovants et améliorent la continuité des soins.

Pour accompagner ces évolutions, un **réseau de points de contact nationaux** a été mis en place pour informer les patients sur leurs droits et les démarches nécessaires pour se faire soigner à l'étranger. De plus, la **reconnaissance harmonisée des prescriptions médicales** simplifie l'accès aux médicaments et traitements spécifiques dans d'autres pays membres. Ces outils pratiques visent à garantir que chaque citoyen européen puisse profiter d'un accès équitable et sécurisé aux soins.

Cependant, certains défis demeurent, notamment les disparités entre les systèmes de santé nationaux qui peuvent compliquer l'accès aux soins transfrontaliers. Malgré cela, l'Union européenne continue de travailler à surmonter ces obstacles grâce à une coopération renforcée et à l'utilisation croissante des technologies numériques. L'objectif est clair : offrir à chaque citoyen européen un accès aux meilleurs soins disponibles, peu importe où ils se trouvent dans l'UE.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'EUROPE DE LA SANTÉ 

[Cartes] Les dépenses de santé dans les pays de l'Union européenne

[Cartes] Dans quelles régions de l'Union européenne vit-on le plus longtemps ?

[Cartes] L'espérance de vie en Europe

EU4Health, le programme de l'Union européenne pour la santé

[# Alimentation](#) [# Coronavirus](#) [# Drogues](#) [# Frontières](#) [# Santé](#) [# Tabac](#) [# Toute l'Europe](#)